

Les apprentis sorciers

jeudi 13 février 2020, par [Jacques COTTA](#)

Devant les députés de la majorité qu'il recevait pour resserrer les liens et combattre un moral en berne, le Président de la république s'en est remis à Charles Maurras, pour distinguer « pays légal » et « pays réel ». Ainsi, le chantre de la modernité et du « faire de la politique autrement » nous ramène t'il un siècle en arrière.

Pour Maurras le leader de l'Action Française, Le pays légal est le régime républicain, ses représentants, députés et exécutif infiltré par les juifs, le pays réel est la France plurimillénaire, ancienne, profonde.

La référence maurassienne dans la bouche présidentielle prend une signification très précise. Depuis plus d'un an la France réelle, faite de millions d'individus, s'oppose au pouvoir qu'il représente. Sa France « légale » ne peut se revendiquer que d'un vote très minoritaire au premier tour des présidentielles et d'une élection par défaut au second. La politique obstinée du président de la république sur la réforme des retraites est un bon révélateur. Contre vents et marées et en l'espèce contre la France réelle, il désire imposer ses vues au nom de la France légale. Tout est bon pour cela. Après les petites phrases à répétition, après le mépris insistant, c'est la violence assumée sur trois plans qui vient à la rescousse de la politique macronienne :

- violence physique avec une police utilisée telle une milice et des faits qui il y a peu étaient encore inimaginables, à la porte ou à l'intérieur de lycées, au sein d'églises, dans la rue ...
- violence judiciaire avec la condamnation par centaines de manifestants, gilets jaunes, défenseurs de la retraite, pour le seul crime de défendre leurs droits...
- violence démocratique avec l'interdiction de toute discussion et l'utilisation prévue 49-3 à répétition sur une réforme qui concerne tous les français et sur laquelle déjà le conseil d'état a émis un avis très négatif.

Emmanuel Macron est engagé dans une fuite en avant qui n'annonce rien de bon. Son pouvoir autoritaire frise les tentatives dictatoriales. Sa politique est tyrannique. Il pourrait être contraint au recul, au retrait de son projet, qui permettrait de donner satisfaction au peuple français, à la France réelle ou encore France d'en bas contre cette obstination financière de l'oligarchie qu'il représente. Il suffirait sans doute pour cela que toutes les organisations politiques, syndicales, associations qui s'opposent à sa réforme appellent ensemble à manifester à Paris, en organisant une montée massive, sur les champs Elysées par exemple, ou aux abords de l'Assemblée nationale, pour que l'autisme présidentiel soit balayé. Ce n'est visiblement pas la direction empruntée par des organisations qui sont présentes dans la Confédération européenne des syndicats, bras armé de l'Union européenne, maître d'oeuvre de la liquidation des retraites, dirigée, ce qui est tout un programme, par le patron de la CFDT, Laurent Berger.

L'obstination présidentielle combinée à la soumission syndicale emportée par les journées d'action à répétition prépare les pires déflagrations. Nul ne peut dire quand ni comment. Mais les lois de l'histoire, de la lutte des classes sont là. L'explosion s'annonce qui voudra tout emporter sur son passage. Elle sera sans doute d'autant plus violente qu'elle tarde.

Jacques Cotta

Le 13 février 2020